

2. Méthodologie du BAEA

Le BAEA est construit par le Service de la Statistique et de la Prospective du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (SSP). Sa conception a fait l'objet d'un groupe de travail technique avec la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole (CCMSA), le Secrétariat Général (SG) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et la Direction Générale de la Performance Économique et environnementale des entreprises (DGPE).

Le BAEA est élaboré à partir de deux sources : les recensements agricoles (RA) 2000 et 2010, d'une part, et les données annuelles de la mutualité sociale agricole (MSA), d'autre part, en vue de permettre une actualisation des données entre deux RA.

Le rapprochement des deux sources de données (RA et MSA) est complexe car il s'agit de données à vocations différentes :

- le RA, effectué dans le cadre de la réglementation statistique de l'Union européenne, donne une photographie de l'agriculture selon les grandes thématiques telles que les cultures et superficies cultivées, l'élevage et le cheptel, l'équipement des exploitations, l'emploi salarié ou familial, la gestion de l'exploitation...
- les données MSA ont, en premier lieu, une vocation administrative pour la gestion des cotisations sociales agricoles des exploitants agricoles non-salariés et des cotisations des salariés agricoles. Elles permettent, en second lieu, un suivi de l'emploi du périmètre MSA et font l'objet de diverses publications annuelles sous la forme de tableaux de bord et d'études.

Une comparaison précise des données du RA 2010 et des

données de la MSA sur la même période a été effectuée en vue de définir des modalités de traitement des données de la MSA permettant une mise à jour des données du RA à partir des évolutions annuelles observées dans les données de la MSA. Lorsque les données MSA ne fournissent pas d'éléments suffisants pour actualiser certains indicateurs d'emploi, les évolutions sont estimées à partir des évolutions annuelles moyennes observées entre le RA 2000 et le RA 2010.

Les indicateurs par Otex nécessitent des rapprochements supplémentaires entre les fichiers du recensement 2010 et ceux de la MSA pour établir la correspondance entre le classement des activités agricoles par Otex au RA et le classement selon la nomenclature des accidents du travail agricole à la MSA.

2.1 Le calcul des indicateurs d'emploi agricole en 2016

Les modalités de mise à jour des indicateurs

Les indicateurs par région relatifs à la main-d'œuvre agricole en 2016 sont calculés à partir des évolutions observées entre 2015 et 2016 dans les fichiers de la MSA pour les chefs d'exploitation et coexploitants non-salariés et pour les salariés agricoles permanents et non permanents. Les autres effectifs (chefs d'exploitation et coexploitants salariés, conjoints et autres membres de la famille non-salariés, les salariés des ETA et Cuma) sont calculés par prolongement de la tendance observée entre le RA 2000 et le RA 2010.

Indicateurs de mise à jour du BAEA

Les actifs agricoles		RA 2010/ 2000	MSA 2016/ 2015
périmètre RA			
Les chefs d'exploitation et coexploitants	non-salarié		✓
	salariés	✓	
Les conjoints non coexploitants et les autres membres de la famille non-salariés		✓	
Les salariés permanents et non permanents (saisonniers occasionnels)			✓
Les UTA des Cuma et ETA		✓	
Les âges moyens	CE Coexpl. Salper		✓ ✓
	CE Coexpl. Salper		✓ ✓
Le statut juridique des exploitations agricoles des chefs et coexploitants des moyennes et grandes exploitation			✓

Au total en 2016, 90 % de l'emploi agricole en UTA est mis à jour à partir des données MSA.

Le calcul par Otex et région des indicateurs 2016 s'effectue à partir des données MSA selon les étapes suivantes :

1. le rapprochement des fichiers du RA et de la MSA à partir des Siret permet d'obtenir une répartition des effectifs par Otex selon les activités MSA ;
2. les évolutions 2016/2015 moyennes par Otex sont ensuite estimées à partir des évolutions 2016/2015 des activités MSA après application de leur pondération au sein de l'Otex ;
3. les évolutions par Otex sont appliquées aux données de l'année 2015.

→ L'annexe 3 donne un exemple de calcul du nombre de chefs et coexploitants dans les moyennes et grandes exploitations de la région Auvergne-Rhône-Alpes pour l'Otex « 1500 Céréales et oléoprotéagineux ».

2.2 Les estimations 2017

Les données 2017 de la MSA ne seront disponibles que fin 2018 pour les salariés et début 2019 pour les non-salariés. Afin de disposer, de façon précoce, de

premiers indicateurs de tendance, des estimations de l'emploi agricole sont effectuées pour l'année 2017 en combinant deux approches complémentaires : l'application aux résultats 2016 des évolutions annuelles moyennes des indicateurs MSA constatées lors des trois derniers exercices ; la prise en compte des informations collectées auprès des DRAAF lors de la concertation sur les résultats de l'emploi 2016 entre le SSP, les services statistiques régionaux et les référents emploi des DRAAF.

S'agissant de l'emploi salarié permanent et de l'emploi salarié saisonnier, les sources de données MSA sont mobilisées pour calculer les évolutions de 34 secteurs de production combinant le code MSA d'accident du travail et le code NAF d'activité.

De plus, compte tenu des résultats 2017 provisoires de la statistique annuelle agricole sur les productions de fruits et légumes dont dépendent fortement les variations du recours à la main-d'œuvre saisonnière, des corrections ont été apportées au cas par cas.

En moyenne en 2017, la production de fruits à noyau a augmenté, cette hausse s'observant pour la plupart des espèces (abricots + 41 % en 2017 contre - 29 % en 2016 ; cerises + 15 % en 2017 contre - 17 % en 2016 ; pêches, pavies, nectarines,

+ 7 % en 2017 contre - 5 % en 2016 ; prune - 8 % en 2017 contre + 39 % en 2016), la production de fruits à pépins est globalement en légère baisse (poires de table + 1 % en 2017 contre - 8 % en 2016 ; pommes de table - 3 % en 2017 contre - 5 % en 2016). La production de tomates a diminué en 2017 de - 7 % après une hausse de + 5 % en 2016. La récolte de raisin baisse sensiblement en 2017 (- 9,4 %) faisant suite à une diminution de moindre ampleur en 2016 (- 4 %).

2.3 Les Otex retenues pour chacune des régions

Au niveau national, les résultats sont déclinés selon les 15 principales Otex (cf. annexe 4, liste des 64 Otex regroupées en 15 Otex).

Au niveau de chacune des 13 régions, la représentation des Otex est partielle : entre 2 et 12 Otex selon les régions. En effet, les calculs par Otex n'étant pas suffisamment robustes statistiquement dès lors qu'ils reposent sur des effectifs trop faibles, seules sont retenues les Otex prépondérantes de chaque région (soit 93 Otex* régions).

Méthodologie du BAEA

Par région, les 93 Otex prépondérantes retenues

Otex retenues	1500	1600	2800	2900	3500	3900	4500	4600	4700	4813	4840	5100	5200	5374	6184	Nombre d'Otex
Auvergne-Rhône-Alpes	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓		✓	12
Bourgogne-Franche-Comté	✓				✓		✓	✓							✓	5
Bretagne		✓	✓	✓			✓					✓	✓	✓	✓	8
Centre-Val de Loire	✓	✓		✓	✓			✓							✓	6
Corse					✓	✓										2
Grand Est	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓						✓	8
Hauts-de-France	✓	✓														2
Île-de-France	✓	✓					✓	✓	✓		✓				✓	7
Normandie	✓	✓			✓		✓								✓	5
Nouvelle-Aquitaine	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓			✓		✓	11
Occitanie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓			✓		✓	11
Pays de la Loire			✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓				✓	✓	✓	10
Provence-Alpes-Côte d'Azur		✓	✓	✓	✓	✓				✓						6
Nombre d'Otex	9	10	5	8	10	6	9	8	4	4	2	1	5	2	10	93

1500	Céréales et oléoprotéagineux	3900	Fruits et autres cultures permanentes	4840	Autres herbivores
1600	Autres grandes cultures	4500	Bovins lait	5100	Porcins
2800	Maraîchage	4600	Bovins viande	5200	Volailles
2900	Fleurs, horticulture diverse	4700	Bovins mixte	5374	Autres élevages, hors sol
3500	Viticulture	4813	Ovins et caprins	6184	Polyculture, polyélevage

L'annexe 5 indique, pour chaque région, la représentativité des Otex sélectionnées, en terme de nombre d'exploitations, d'UTA totales, d'UTA des chefs, coexploitants, conjoints ou autres actifs non-salariés et d'UTA des salariés.

Au total, les Otex retenues représentent :

- 89 % des UTA totales (base RA 2010) ;
- 89 % des UTA des chefs d'exploitation, coexploitants, conjoints ou autres actifs non-salariés ;
- 89 % de l'emploi salarié y compris les ETA et Cuma.

Dans chaque région, les Otex retenues couvrent une très large part de l'emploi agricole sauf dans les deux régions dont les effectifs sont peu élevés, la Corse et l'Île-de-France, pour lesquelles le taux de représentativité des UTA totales est respectivement de 38 % et de 61 %.

La représentativité des Otex retenues dans les analyses régionales, en terme d'emploi au niveau national, est plus variable. Les trois Otex qui emploient le plus d'UTA au niveau national, la viticulture, l'élevage « bovin lait » et la « polyculture et polyélevage » sont sélectionnées dans un grand

nombre de régions. De ce fait, la quasi-totalité de l'effectif national de ces Otex est prise en compte (taux de couverture égal respectivement à 100 %, 98 % et 95 %). À l'inverse, les Otex à effectifs faibles « Autres herbivores », « Porcins » et « Autres élevages hors sol » n'ont été retenues que dans les régions dans lesquelles ces activités sont essentielles. Les effectifs couverts ne représentent donc qu'une assez faible part de l'emploi total de ces Otex (taux de couverture égaux respectivement à 35 %, 52 % et 53 %).

L'annexe 6 précise, pour chaque Otex retenue dans les analyses régionales, son taux de couverture au niveau national en terme de nombre d'exploitations, UTA totales, UTA des chefs, coexploitants, conjoints ou autres actifs non-salariés et UTA des salariés.

Par ailleurs, depuis le BAEA 2013, les conjoints salariés et les autres membres de la famille salariés sont comptabilisés avec les salariés permanents pour se rapprocher des nouveaux concepts des enquêtes sur la structure des exploitations agricoles. Les données 2000 et 2010 du recensement agricole des conjoints, des aides familiaux et des salariés permanents avant et après ces transferts des conjoints salariés et autres membres de la famille salariés sont détaillés en annexe 7.

2.4 Les modifications apportées par rapport à la précédente édition

Par rapport à la publication précédente, trois modifications sont apportées dans la présente édition :

Le nombre d'exploitations

Les données 2016 du nombre d'exploitations agricoles sont celles du résultat de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles (ESEA) en 2016 comme précédemment au BAEA 2013 avec les données ESEA 2013.

La définition des chefs d'exploitation et les réformes sociales et fiscales

Dorénavant, en conséquence de la réforme du droit d'option (décret n° 2015-877 du 16 juillet 2015 relatif aux règles d'affiliation des personnes relevant de plusieurs régimes de sécurité sociale), les chefs à titre secondaire « non-non », (non agricoles - non salariés) ayant opté pour un autre régime que le régime agricole sont comptabilisés en tant que cotisants solidaires au seul titre de la cotisation FMSE. Ces chefs, peu nombreux (6 600 en 2016), sont retirés du périmètre des cotisants non-salariés pour assurer une bonne cohérence de l'évolution des cotisants non-salariés MSA dans les grandes et moyennes exploitations et dans les petites exploitations.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le régime fiscal du forfait agricole a disparu au profit du régime du micro-bénéfice agricole (dit micro-BA) (article 14 de la loi de finances pour 2017). Cette réforme mise en œuvre progressivement en 2017 et 2018 rend éligible au régime agricole des chefs qui auparavant étaient des cotisants solidaires. Pour garantir la cohérence des évolutions, il est décidé de reclasser cette population avec les cotisants solidaires en 2016 et 2017 pour le calcul des évolutions des chefs et coexploitants dans les moyennes et grandes exploitations et dans les petites exploitations.

L'évolution 2016/2015 du nombre de chefs d'exploitation et les réformes de l'assujettissement et du micro bénéfice agricole.

La réforme du régime du micro-BA s'applique à l'ensemble des exploitations agricoles (y compris les cotisants de solidarité). Elle a deux conséquences sur la baisse des effectifs des solidaires par le haut (cf. & précédent) et par le bas par la sortie de solidaires dont le nouveau revenu suite à la réforme fiscale est en dessous du seuil AMA. En 2016, la baisse sensible des cotisants solidaires suite à cette réforme fiscale ne peut être retenue en tant qu'indicateur d'évolution des chefs dans les petites exploitations. En conséquence, l'indicateur 2016/2015 d'évolution des chefs et coexploitants dans les moyennes et grandes exploitations est retenu pour l'ensemble des chefs et coexploitants y compris ceux dans les petites exploitations.

